

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 25 septembre 2013****Objet n° 14** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mme Derya Alic, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: Mmes Mahinur Ozdemir, Catherine Moureaux, Sophie Querton, Barbara Trachte, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique - Exercices 2014 à 2018 - Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 28 voix contre 12 et 3 abstention(s).

Vu l'article 170,§ 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1^{er} ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu le Règlement Général sur les Bâtisses ;

Revu sa délibération du 22 décembre 2010 votant le règlement taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique pour les exercices 2011 à 2013 ;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 3 septembre 2013 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2014 à 2018, une taxe relative à l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction ou transformation d'immeubles.

Article 2

La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique. Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour un mètre carré.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé au 1^{er} janvier 2014 à 1€ par mètre carré et par jour calendrier. Ce taux sera majoré au 1er janvier de l'année suivante de 2,5% et arrondi au demi dixième d'euro près conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
1,05€	1,10€	1,15€	1,20€

La taxe est exigible pour toute la durée de l'utilisation du domaine public, jusqu'au jour de la notification par écrit à l'administration communale de la cessation de cette occupation. Toute journée commencée étant comptée pour une journée entière.

Toutefois, la taxe ne sera pas réclamée si la durée de l'occupation n'excède pas deux semaines pour

autant que la superficie occupée soit inférieure à 15 mètres carré.

Article 4

La taxe ainsi fixée est indépendante de l'indemnité prévue par le règlement sur les bâtisses pour la réparation éventuelle du pavage en suite de l'occupation de l'emprise.

Article 5

Le redevable est l'entrepreneur des travaux ou le propriétaire de l'immeuble.

Article 6

La taxe est due sans que l'intéressé puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique. En outre, l'intéressé a l'obligation de supprimer ou de réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité. A défaut de donner suite, dans la huitaine, à la susdite invitation, il sera procédé, sans nouvel avis, à l'enlèvement d'office aux frais de l'entrepreneur ou du propriétaire de l'immeuble.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance de l'espace public occupé. Cette occupation se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du redevable de la taxe.

Article 7

Sont exonérées de la taxe, les occupations temporaires de la voie publique à l'occasion :

- de travaux de construction, reconstruction, transformation d'immeubles ou parties d'immeubles par les administrations, établissements et services publics pour autant que lesdits immeubles soient affectés à un service public ou d'utilité publique ;
- de découverte de vestiges historiques renfermés dans le sous-sol, pour toutes les journées durant lesquelles les propriétaires auront permis au Service National des fouilles d'effectuer, dans l'enceinte du chantier, des recherches entraînant un arrêt dans le déroulement normal des travaux autorisés.

Article 8

La date du début de l'occupation et la superficie occupée doivent être déclarées par écrit à l'administration communale, dans les huit jours qui précèdent le début de l'occupation sans préjudice de l'obligation d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement requises. La cessation de l'occupation devra être notifiée à l'administration communale au plus tard le jour de la fin de l'utilisation de la voie publique. Cette date déterminera la durée de l'occupation à prendre en compte pour le calcul de la taxe. Si cette notification est faite ultérieurement à la date de cessation de l'occupation, c'est la date de la notification qui fera foi pour le calcul de la taxe.

Toute modification des bases d'imposition doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration introduite dans les mêmes formes et délais que la déclaration initiale.

En cas de contestation, sera opposable à tout redevable de la taxe, la durée de l'occupation de la voie publique et la superficie occupée telles qu'elles auront été mentionnées dans les rapports établis par le délégué de l'Administration communale proposé à la surveillance des bâtisses.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

Article 10

La présente taxe est recouvrée par voie de rôle. Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois, à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 pour un terme expirant le 31 décembre 2018.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 25 septembre 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 25 september 2013

Voorwerp nr 14 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Gemeenteraadsliden; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beauafort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsliden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Mahinur Ozdemir, Catherine Moureaux, Sophie Querton, Barbara Trachte, Gemeenteraadsliden.

#Objet : Belastingreglement op de tijdelijke bezetting van de openbare weg - Dienstjaren 2014 tot 2018 - Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 28 stem(men) tegen 12 en 3 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, in het bijzonder de artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 wijzigend de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

Gelet op de Algemene Bouwverordening;

Herziende zijn raadsbesluit van 22 december 2010 stemmend het reglement betreffende de belasting op de tijdelijke bezetting van de openbare weg voor de dienstjaren 2011 tot 2013;

Gelet op de beschikkingen van het Algemeen Politierglement;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 september 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de dienstjaren 2014 tot 2018 wordt een belasting gevestigd op de tijdelijke bezetting van de openbare weg naar aanleiding van bouw-, afbraak-, wederopbouw- of verbouwingswerken.

Artikel 2

De belasting wordt vastgesteld in evenredigheid met de bezette oppervlakte van de openbare weg. Voor de berekening van de oppervlakte wordt elke fractie van een vierkante meter als een volle vierkante meter geteld.

Artikel 3

De aanslagvoet wordt op 1 januari 2014 vastgesteld op 1€ per m² per dag. Deze aanslagvoet zal op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5% en afgerond naar de dichtstbijzijnde vijf tiende euro, volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018
1,05€	1,10€	1,15€	1,20€

De belasting is verschuldigd voor de totale gebruiksduur van het openbaar domein en dit tot op datum van de schriftelijke betekening van de stopzetting van deze bezetting aan het gemeentebestuur. Elke begonnen dag wordt voor een hele dag geteld.

Niettemin, zal er geen belasting worden geëist voor bezettingen waarvan de duurtijd de twee weken niet overtreft en voor zoverre de gebruikte oppervlakte kleiner is dan 15 vierkante meter.

Artikel 4

De aldus gevestigde belasting is onafhankelijk van de in de Algemene Bouwverordening voorziene vergoeding te betalen voor de eventuele herstelling van de bestrating, veroorzaakt door de bezetting van het weggedeelte.

Artikel 5

De belastingplichtige is de aannemer van de werken of de eigenaar van de woning.

Artikel 6

De belasting is verschuldigd zonder dat de belanghebbende daaruit zou mogen afleiden dat hij enig recht heeft op een onherroepelijke vergunning, noch op erfdiensbaarheid op de openbare weg.

Bovendien heeft de belanghebbende de verplichting, het toegestane gebruik af te schaffen of te verminderen, op het eerste bevel van de overheid en zonder, uit dien hoofde, op enigerlei vergoeding aanspraak te kunnen maken. Indien er binnen de termijn aan die uitnodiging geen gevolg gegeven wordt, zal zonder nieuwe kennisgeving ambtshalve worden overgegaan tot wegneming, op de kosten van de aannemer of van de eigenaar van het gebouw.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen. Deze bezetting gebeurt op risico en gevaar en onder de verantwoordelijkheid van de belastingplichtige.

Artikel 7

Worden van deze belasting vrijgesteld, de tijdelijke bezettingen naar aanleiding van:

- de bouw-, wederopbouw- of verbouwingswerken aan gebouwen of gedeelten van gebouwen door openbare besturen, -instellingen en -diensten voor zoverre deze gebouwen aan een openbare dienst of openbaar gebruik worden geaffecteerd;
- in geval historische overblijfsels, begraven in de ondergrond, ontdekt worden, zal de belasting niet verschuldigd zijn voor alle dagen gedurende dewelke de eigenaars aan het Nationaal Instituut voor Opgravingen zullen toelaten om in de omheining van de werf opzoekingen te verrichten welke een stopzetting in het normale verloop der werken met zich meebrengt.

Artikel 8

De aanvangsdatum van de bezetting en de ingenomen oppervlakte moeten schriftelijk aan het gemeentebestuur worden aangegeven, tenminste acht dagen voorafgaand de in bezetting neming zonder afbreuk te doen aan de verplichting voor het bekomen van administratieve of politionele toelatingen die eventueel worden geëist.

De stopzetting van de bezetting dient te worden betekend aan het Gemeentebestuur ten laatste op de einddag van deze bezetting van de openbare weg. Deze datum bepaald de looptijd van de bezetting die gebruikt zal worden bij de berekening van de belasting. Indien deze betekening later gebeurt dan de datum van stopzetting van de bezetting, is het de datum van de betekening die als bewijs zal gelden bij de berekening van de belasting.

Voor iedere wijziging van de grondslag zal een nieuwe aangifte moeten worden ingediend in dezelfde vorm en termijn als de oorspronkelijke aangifte.

In geval van betwisting, zal aan iedere belastingschuldige de duurtijd en de oppervlakte van de bezetting van de openbare weg worden aangerekend, zoals vermeld in de verslagen, opgemaakt door de afgevaardigde van het gemeentebestuur aangesteld tot de controle van de bouwwerken.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met een bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 10

De onderhavige belasting wordt geïnd per kohier. De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 11

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek van betaling binnen de vastgestelde termijn zullen bij de verschuldigde sommen, ten voordele van het gemeentebestuur, verwijlrenten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992.

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 14

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2014 voor een termijn vervallend op 31 december 2018.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 25 september 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter